

Projet de règlement grand-ducal relatif aux modalités de traitement des données à caractère personnel par le Service de renseignement de l'État.

I. Exposé des motifs

Le projet de règlement grand-ducal sous examen a pour objet de réglementer la matière du traitement des données à caractère personnel par le Service de renseignement de l'État (dénommé ci-après le « SRE »).

*

En application de l'article 17 paragraphe 1^{er} point b) de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (dénommée ci-après la « loi du 2 août 2002 »), les traitements des données à caractère personnel relatifs à la sûreté de l'État, à la défense et à la sécurité publique doivent faire l'objet d'un règlement grand-ducal.

Cette situation a été relevée à maintes reprises, d'une part, par la Commission d'enquête sur le Service de renseignement de l'État dans son rapport du 5 juillet 2013¹ et, d'autre part, par l'Autorité de contrôle instituée par l'article 17 de la loi du 2 août 2002 dans plusieurs de ses rapports annuels en évoquant que « [...] les traitements relatifs à la sûreté de l'Etat font l'objet d'un règlement grand-ducal et qu'un tel règlement fait défaut² »

Un premier projet de règlement grand-ducal a été approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 26 juillet 2013.

Suite au dépôt du projet de loi n° 6675 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État à la Chambre des députés en date du 2 avril 2014, il a été jugé opportun de mettre à jour le projet de règlement grand-ducal et de l'adapter aux nouvelles dispositions dudit projet de loi pour des raisons de cohérence juridique et d'efficacité pratique.

*

Le projet de loi n° 6675 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État autorise le SRE d'une part à accéder à certaines banques de données en vue de la collecte de données à caractère personnel et d'autre part à traiter les informations collectées dans le cadre de ses missions. Conformément aux exigences retenues par le législateur en matière de traitement des données à caractère personnel, l'article 10, paragraphe 1^{er} du projet de loi n° 6675 précitée prévoit que le traitement des données à caractère personnel collectées par le SRE est mis en œuvre par voie de règlement grand-ducal.

¹ Notamment page 36 du rapport de la Commission d'enquête.

² Rapport d'activité 2005-2006, autorité de contrôle «article 17», page 10.

Par conséquent, le présent projet de règlement grand-ducal a pour objet de fixer les modalités de ce traitement des données, les catégories de données collectées, les droits d'accès, la durée de conservation des données ainsi que les modalités d'archivage et de destruction.

*

L'objet premier du projet de règlement grand-ducal est de garantir, conformément aux dispositions de la loi du 2 août 2002, une protection adéquate des données à caractère personnel collectées par le SRE dans le cadre de ses missions, moyennant la transparence requise et un encadrement plus strict de toutes les étapes de la collecte et du traitement des données à caractère personnel.

Il y a lieu de rappeler que l'activité du SRE se développe exclusivement dans un esprit de prévention et d'anticipation. L'activité du SRE consiste à rechercher des indices concrets en relation avec une menace et suppose un long travail préparatoire basé sur la collecte, l'exploitation et l'évaluation des renseignements. Ces renseignements doivent pouvoir être conservés pendant la durée nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles ils sont collectés.

Le projet sous rubrique vise à concilier les impératifs de la sécurité nationale avec ceux de la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Plus précisément, le présent projet de règlement grand-ducal est dicté par les cinq considérations principales suivantes :

1. Respect du principe de nécessité.

Le projet de règlement grand-ducal énonce les données à caractère personnel qui peuvent être traitées par le SRE et pour lesquelles il existe un rapport direct avec la finalité initiale du traitement, à savoir la réalisation des missions confiées par le législateur au SRE. Ces données ne sont donc pas uniquement utiles mais elles sont strictement nécessaires pour la réalisation des missions du SRE telles que définies à l'article 3, paragraphe 1^{er} du projet de loi n° 6675 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État.

2. Respect du principe de proportionnalité.

Le projet de règlement grand-ducal précise l'envergure du traitement des données à caractère personnel en ce que la collecte des données sera strictement limitée aux besoins de la mission. Toute donnée collectée ne rentrant pas dans le champ de la mission accordée sera immédiatement détruite, de même que toute donnée dont le maintien se révélerait ne pas ou ne plus être justifié.

3. Conditions d'accès.

Le projet de règlement grand-ducal fixe les modalités en vue de la détermination des agents du SRE qui sont autorisés à enregistrer, à traiter et à modifier les données collectées.

4. Délais de conservation.

Se conformant aux exigences quant au délai de conservation définies à l'article 4, point d) de la loi du 2 août 2002 disposant que les « *données sont conservées [...] pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles sont collectées et traitées* », le présent projet de règlement grand-ducal définit les délais de conservation des données à caractère personnel, tant dans la partie active que dans la partie archives des fichiers du SRE.

5. Journalisation.

Finalement, une attention particulière a été portée à la journalisation des accès aux données à caractère personnel pour un meilleur suivi et contrôle des consultations ou des traitements effectués par les différents agents du SRE.

II. Texte du projet de règlement grand-ducal

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'article 10, paragraphe 1^{er} de la loi du jj.mm.aaaa portant réorganisation du Service de renseignement de l'Etat ;

Vu l'avis de la Commission nationale pour la protection des données ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de notre Premier Ministre, Ministre d'Etat et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Chapitre 1^{er} – Dispositions générales

Art. 1^{er}.

Le présent règlement a pour objet de fixer les modalités de traitement par le Service de renseignement de l'Etat de données à caractère personnel dans tous les fichiers de données à caractère personnel du Service de renseignement de l'Etat tels que définis à l'article 2 (h) de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (dénommés ci-après « les fichiers ») en exécution de ses missions telles que définies à l'article 3, paragraphe 1^{er} de la loi du jj.mm.aaaa portant réorganisation du Service de renseignement de l'Etat.

Art. 2.

Le directeur du Service de renseignement de l'Etat, en sa qualité de responsable du traitement des données au sens de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, est responsable du respect et du contrôle des modalités de traitement des données à caractère personnel au sein du Service de renseignement de l'Etat définies dans le présent règlement. Il peut déléguer, sous sa responsabilité, tout ou partie de ses obligations qui lui incombent en vertu du présent règlement au chargé de la protection des données visé à l'article 10, paragraphe 3, alinéa 2 de la loi du jj.mm.aaaa portant réorganisation du Service de renseignement de l'Etat.

Chapitre 2 – De la partie active

Art. 3.

Peuvent faire l'objet d'un traitement dans la partie active :

- a) toutes données à caractère personnel issues de l'accès aux banques de données et de la communication du bulletin N°2 du casier judiciaire prévus à l'article 10, paragraphe 2 de la loi précitée ;
- b) toutes données à caractère personnel collectées sur base des moyens et mesures de recherche autorisés en vertu du chapitre 2 de la loi précitée ;
- c) toutes données à caractère personnel visées à l'article 6, paragraphe 1^{er} de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel ;
- d) toutes données à caractère personnel collectées sur base de la coopération du Service de renseignement de l'État avec les instances nationales et internationales visées à l'article 6, paragraphe 1^{er} de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Art. 4.

(1) Les données à caractère personnel traitées dans la partie active sont maintenues dans les fichiers aussi longtemps qu'elles sont nécessaires à l'accomplissement des missions du Service de renseignement de l'État.

(2) Lorsque les données ne sont plus nécessaires à l'accomplissement des missions du Service de renseignement de l'État, elles sont effacées par les agents y autorisés.

Il sera procédé à un réexamen de la nécessité de conserver les données traitées au plus tard tous les dix ans. Le délai commence à courir à partir du premier enregistrement d'une donnée à caractère personnel concernant la personne visée en relation avec la finalité ayant donné lieu au traitement des données concernées.

(3) Par dérogation au paragraphe 2, les données à caractère personnel peuvent être transférées à la partie archives. Cet archivage est décidé par le responsable du traitement ou son délégué en application de l'article 2, sur rapport écrit et motivé de l'agent en charge du dossier.

Chapitre 3 – De la partie archives

Art. 5.

La partie archives est destinée à recueillir des données à caractère personnel qui ne sont plus utiles dans l'immédiat à la surveillance et au contrôle d'activités d'une personne telles que définies à l'article 3, paragraphe 1^{er} de la loi du jj.mm.aaaa portant réorganisation du Service de renseignement de l'État.

Art. 6.

(1) Les données à caractère personnel peuvent être conservées dans la partie archives pendant un délai de dix ans, renouvelable une fois sur décision du responsable du traitement ou de son délégué en application de l'article 2. Ce délai court à partir de la date de transfert des données à caractère personnel à la partie archives.

(2) Sur demande écrite de l'agent en charge du dossier, le responsable du traitement ou son délégué peut décider de retransférer des données à caractère personnel archivées vers la partie active dans le cadre d'une opération dont les éléments paraissent avoir un lien direct avec ces informations archivées.

(3) Sans préjudice de l'application des paragraphes 1 et 2, les données sont effacées automatiquement au plus tard après l'expiration du délai de dix ans.

Chapitre 4 – Des accès aux fichiers

Art. 7.

Le directeur du Service de renseignement de l'État décide de l'octroi, du refus ou du retrait des autorisations d'accès à la partie active des agents du Service de renseignement de l'État nommément désignés par lui en fonction de leurs attributions.

Art. 8.

(1) Sur demande écrite de l'agent en charge du dossier, le responsable du traitement ou son délégué peut délivrer une autorisation écrite d'accès ponctuel à la partie archives. L'agent du Service de renseignement de l'État autorisé à accéder à la partie archives est habilité à consulter uniquement le contenu visé dans l'autorisation précitée.

(2) Lors de chaque accès à la partie archives, les données de journalisation telles que définies à l'article 9 sont enregistrées et traitées selon la procédure y prévue. Le chargé de la protection des données veillera à conserver toute autorisation de consultation délivrée aux personnes visées au paragraphe 1^{er} pendant la durée de conservation des données de journalisation elles-mêmes.

Art. 9.

(1) Lors de chaque traitement de données à caractère personnel dans la partie active et dans la partie archives, les informations relatives à l'agent du Service de renseignement de l'État ayant

procédé au traitement, le motif de l'accès, ainsi que la date et l'heure du traitement doivent être enregistrés.

(2) Les données de journalisation sont à effacer après un délai de trois ans après leur premier enregistrement, sauf lorsqu'elles font l'objet d'une procédure de contrôle. Dans ce cas, elles peuvent être conservées au-delà du délai de trois ans jusqu'à la clôture définitive de cette procédure.

Chapitre 5 – Dispositions finales

Art. 10.

Le présent règlement entre en vigueur le premier jour du septième mois qui suit sa publication au Mémorial.

Art. 11.

Notre Premier ministre, ministre d'État, est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

III. Commentaire des articles

Ad article 1^{er}

Conformément à l'article 17 paragraphe 1^{er} de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (dénommée ci-après la « loi du 2 août 2002 ») et à l'article 10 paragraphe 1^{er} du projet de loi n° 6675 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État (dénommée ci-après la « loi SRE »), le traitement des informations collectées dans le cadre de la mission du Service de renseignement de l'État (dénommé ci-après le « SRE ») doit faire l'objet d'un règlement grand-ducal.

L'article 1^{er} précise l'objet du projet de règlement grand-ducal, à savoir la définition des modalités de traitement des données à caractère personnel dans tous les fichiers du SRE.

In concreto, les fichiers dont question ci-dessus visent « *tout ensemble structuré de données accessibles selon des critères déterminés, que cet ensemble soit centralisé, décentralisé ou réparti de manière fonctionnelle ou géographique* » tel que prévu à l'article 2 point h) de la loi du 2 août 2002.

Ad article 2

L'article 2 procède à la désignation du responsable du traitement.

Eu égard à la multitude des tâches qui incombent au responsable du traitement en exécution des articles 22 et 23 de la loi du 2 août 2002, ce paragraphe prévoit la possibilité de déléguer ces tâches au chargé de la protection des données prévu à l'article 10, paragraphe 3, alinéa 2 du projet de loi n° 6675 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État. Cette faculté de délégation ne modifie pas la responsabilité à assumer par le responsable du traitement lui-même pour les mesures prises par son délégué.

Ad article 3

Cet article dresse la liste des différentes données à caractère personnel pouvant être légitimement traitées par le SRE.

L'article 10, paragraphe 1^{er} autorise le SRE de procéder « *au traitement des données personnelles qui sont nécessaires à l'accomplissement de ses missions légales* ».

Conformément à l'article 2, point e) de la loi du 2 août 2002, le SRE est autorisé à collecter « *toute information de quelque nature qu'elle soit et indépendamment de son support, y compris le son et l'image, concernant une personne identifiée ou identifiable si peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments spécifiques, propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, culturelle sociale ou économique* ».

L'article 3 précise les différentes catégories de données à caractère personnel que le SRE peut collecter.

- a) Toutes données à caractère personnel issues de l'accès aux banques de données et de la communication du bulletin N°2 du casier judiciaire prévus à l'article 10, paragraphe 2 de la loi précitée.

Il s'agit des données à caractère personnel que le SRE est autorisé à accéder directement, par un système informatique, conformément à l'article 19, paragraphe 2 de la loi précitée, comme par exemple les données d'identification personnelle inscrites au registre national des personnes physiques créé par la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques ou les données inscrites au fichier des armes prohibées du ministre ayant la Justice dans ses attributions etc.

- b) Toutes données à caractère personnel collectées sur base des moyens et mesures de recherche autorisés en vertu du chapitre 2 de la loi précitée.

Les données à caractère personnel visées au point b) concernent les données collectées par le SRE conformément aux dispositions du chapitre 2 de la loi précitée. Plus précisément, il peut s'agir par exemple des données suivantes:

- les données obtenues grâce à des observations opérées dans des lieux publics (par exemple : plaque d'immatriculation, personnes de contact, adresse privée et professionnelle, photos etc.) ou les données en relation avec des événements, des objets, des groupements ou des personnes communiquées au SRE par le truchement de sources ou informateurs ;
- les données de localisation (GSM, GPS) ou les données relatives au trafic ;
- les données des dossiers passagers ou les données financières.

- c) Toutes données à caractère personnel collectées sur base de la coopération du SRE avec les instances nationales et internationales conformément à l'article 9 de la loi précitée.

Conformément à l'article 9 du projet de loi n° 6675 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État, le SRE obtient de la part des services de police grand-ducale et des administrations la communication de « *renseignements susceptibles d'avoir un rapport avec ses missions* ». De la même manière, le SRE échange avec les services de renseignement étrangers des données à caractère personnel conformément à la loi précitée.

- d) Toutes données à caractère personnel visées à l'article 6, paragraphe 1^{er} de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Il échet de rappeler que l'article 6, paragraphe 2, point h) de la loi du 2 août 2002 excepte le SRE de l'interdiction du traitement des données « *qui révèlent l'origine raciale ou ethnique, les*

opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques, l'appartenance syndicale, ainsi que les traitements de données relatives à la santé et à la vie sexuelle, y compris le traitement des données génétiques ».

Ad article 4

L'article 4 prévoit les principes de conservation et, par conséquent, les délais de conservation des données à caractère personnel dans la partie active des fichiers.

Le principe directeur inscrit à l'article 4 est régi par la règle absolue de l'effacement des données à caractère personnel dès qu'elles ne sont plus utiles pour l'accomplissement des missions du SRE. Cette règle est encore renforcée par un examen obligatoire ayant lieu au plus tard après dix ans à compter du premier enregistrement des renseignements concernant la personne visée en relation avec la finalité ayant donné lieu au traitement des données concernées.

Il importe de rappeler dans ce contexte la recommandation suivante de la Commission d'enquête sur le SRE dans son rapport du 5 juillet 2013 :

« Le traitement informatisé des informations collectées dans le cadre de ses attributions fait l'objet d'une instruction de service qui prévoit un délai de conservation de dix ans et à l'échéance duquel il sera procédé à une vérification du caractère pertinent de l'information conservée. Si tel devait être le cas, l'information sera conservée pour une nouvelle durée de dix ans. Il est proposé que l'projet de règlement grand-ducal (article 4, alinéa 1ier, 2^e phrase de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de renseignement de l'Etat) reprenne ce modus operandi³ ».

A l'issue dudit examen, trois options peuvent se présenter :

- Les données à caractère personnel continuent à être importantes pour l'accomplissement des missions du SRE : elles continuent à être traitées dans la partie active (paragraphe 2, alinéa 2) ;
- Les données à caractère personnel n'ont plus de raison d'être pour l'accomplissement des missions du SRE : elles sont effacées sans aucune possibilité de les repêcher (principe - paragraphe 2, alinéa 1^{er}) ;
- Les données à caractère personnel n'ont plus leur place dans la partie active, mais continuent à présenter un intérêt certain pour l'accomplissement des missions du SRE : elles peuvent, sous le strict respect de critères bien déterminés et sur décision dûment motivée, être archivées (exception – paragraphe 3).

³ Rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat du 5 juillet 2013, page 104.

Les délais de conservation ont été définis en conciliant l'impératif de la protection des intérêts fondamentaux de l'État et de la sécurité nationale avec la protection de la vie privée de la personne concernée, de sorte qu'ils n'excèdent pas la durée nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles les données sont collectées et traitées.

Ad article 5

L'article 5 énonce les hypothèses dans lesquelles l'archivage des données à caractère personnel collectées par le SRE est envisageable.

L'approche choisie permet de transférer, à un moment donné, les données à caractère personnel de la partie active pour laquelle les accès sont plus nombreux⁴, vers la partie archives où les accès sont plus restreints⁵, cela dans une logique de protection des droits des citoyens. Compte tenu de la nature des missions propres à un service de renseignement et des menaces contre lesquelles il entend protéger l'État, la recherche des indices permettant de conclure à une menace est un travail de patience qui s'étend sur une certaine période. Une donnée isolée et apparemment sans aucune utilité aujourd'hui peut constituer demain la pièce maîtresse en présence d'un nombre plus ou moins élevé d'indices qui ne développent leur sens que mis les uns en relation avec les autres.

Supprimer une donnée trop rapidement peut se révéler extrêmement dangereux et nuire à la sécurité de l'État. Cette approche d'archivage est donc nécessaire à la bonne exécution de la mission légale telle que définie à l'article 3, paragraphe 1^{er} de la loi SRE.

Elle est en outre conforme aux exigences de l'article 4 point d) de la loi du 2 août 2002 qui dispose que les données sont conservées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles ont été collectées.

Il se peut en outre que les données concernées présentent un intérêt manifeste pour des enquêtes futures ou dans le contexte d'une demande de renseignement d'un service partenaire au vu du fait que la personne en cause, qui s'est éloignée du territoire luxembourgeois, a attiré l'attention d'un service partenaire. Cette hypothèse se vérifie particulièrement mais non exclusivement dans le domaine de l'espionnage et de la prolifération. Ceci peut être le cas par exemple lorsqu'un service allié constate sur son territoire des activités d'une personne physique ou morale constituant une menace pour ses intérêts vitaux et que le SRE dispose de renseignements concrets sur cette même personne ou sur un groupe de personnes qui étaient actifs sur le territoire national luxembourgeois dans le passé.

Il est alors essentiel pour le SRE de pouvoir disposer de tels renseignements qui peuvent apporter une précision importante pour un service allié auquel le SRE est lié par un accord en vue d'une défense commune.

⁴ Les droits d'accès pour la partie active sont définis à l'article 7.

⁵ Les droits d'accès pour la partie archives sont définis à l'article 8.

Ad article 6

L'article 6 précise les suites qui pourront être réservées aux données à caractère personnel qui figurent dans la partie archives.

A la lumière des dispositions prévues pour la partie active à l'article 4, la destruction automatique des données à caractère personnel après l'expiration au plus tard du délai de 10 ans reste le principe alors que sa conservation ne constitue qu'une exception qui est entourée de conditions strictes.

Un délai de 10 ans est prévu au paragraphe 1^{er} suite à un premier archivage, qui, à titre de rappel, doit être en lui-même motivé.

Pendant la durée de l'archivage, les données peuvent être transférées à la partie active si les données dans la partie active dans le cadre d'une opération paraissent avoir un lien avec des données qui ont été préalablement archivées. Il est référé au commentaire de l'article 5 concernant des exemples concrets d'une possibilité de retransfert. Cependant, seule une décision du responsable du traitement ou de son délégué peut autoriser un tel transfert.

La prolongation de la durée d'archivage n'est possible que pour des raisons bien motivées, justifiant raisonnablement une prolongation du délai de sauvegarde. En l'absence d'un marquage des données archivées respectivement d'une réactivation des données, elles seront effacées automatiquement.

Ad article 7

L'article 7 confère au directeur du SRE le droit d'octroyer, de refuser ou de retirer une autorisation d'accès à la partie active des fichiers aux agents du SRE désignés à cette fin.

Les agents du SRE qui ne sont pas nommément désignés par le directeur n'ont aucun droit d'accès aux fichiers respectifs.

Ad article 8

L'article 8 régit les conditions et les modalités d'accès à la partie archives.

Conformément au paragraphe 1^{er} de l'article 8, les agents du SRE peuvent accéder à la partie archives de façon :

- limitée :
Les agents du SRE peuvent accéder à la partie archives seulement après autorisation ponctuelle du responsable du traitement ou de son délégué. En outre, ils ne peuvent accéder qu'aux seules données pour lesquelles ils ont formulé une demande motivée.
- contrôlée :

L'accès est garanti uniquement après autorisation préalable du responsable du traitement ou de son délégué, qui opère donc un contrôle de la demande d'accès et qui apprécie la motivation et la nécessité d'accès.

- sécurisée :

L'agent du SRE ne peut accéder qu'aux seules données visées par l'autorisation du responsable du traitement ou de son délégué.

Le paragraphe 2 régit la journalisation stricte de chaque consultation des données archivées au sens des règles prévues à l'article 9 du présent projet de règlement grand-ducal.

Ad article 9

Le paragraphe 1^{er} de l'article 9 précise les règles de journalisation applicables à chaque traitement de données à caractère personnel dans la partie active ou la partie archives. Il est entendu que cette journalisation concerne, en vertu de la définition du traitement par l'article 2 point r) de la loi du 2 août 2002, notamment la collecte de données, l'ajout de données supplémentaires, la modification de données, la suppression de données, mais également le simple accès aux données.

La journalisation du traitement des données fait partie des standards internationalement admis en matière de protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Elle est indispensable à une vérification précise et détaillée des dispositions relatives au traitement des données, alors qu'elle permet de retracer *a posteriori* les tenants et aboutissants relatifs à chaque consultation de données.

À cet effet, les données de journalisation ne peuvent être effacées qu'après l'écoulement d'un délai approprié défini au paragraphe 2.

Ad article 10

Cet article prévoit la date de publication du règlement.

Pour des raisons d'ordre pratique et de mise en œuvre des mesures définies au présent projet de règlement grand-ducal, il a été jugé plus réaliste de prévoir une entrée en vigueur différée du règlement.

Ad article 11

Le dernier article prévoit la formule exécutoire d'usage en la matière.

—

Projet de règlement grand-ducal relatif aux modalités de traitement des données à caractère personnel par le Service de renseignement de l'État.

I. Exposé des motifs

Le projet de règlement grand-ducal sous examen a pour objet de réglementer la matière du traitement des données à caractère personnel par le Service de renseignement de l'État (dénommé ci-après le « SRE »).

*

En application de l'article 17 paragraphe 1^{er} point b) de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (dénommée ci-après la « loi du 2 août 2002 »), les traitements des données à caractère personnel relatifs à la sûreté de l'État, à la défense et à la sécurité publique doivent faire l'objet d'un règlement grand-ducal.

Cette situation a été relevée à maintes reprises, d'une part, par la Commission d'enquête sur le Service de renseignement de l'État dans son rapport du 5 juillet 2013¹ et, d'autre part, par l'Autorité de contrôle instituée par l'article 17 de la loi du 2 août 2002 dans plusieurs de ses rapports annuels en évoquant que « [...] *les traitements relatifs à la sûreté de l'Etat font l'objet d'un règlement grand-ducal et qu'un tel règlement fait défaut*² »

Un premier projet de règlement grand-ducal a été approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 26 juillet 2013.

Suite au dépôt du projet de loi n° 6675 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État à la Chambre des députés en date du 2 avril 2014, il a été jugé opportun de mettre à jour le projet de règlement grand-ducal et de l'adapter aux nouvelles dispositions dudit projet de loi pour des raisons de cohérence juridique et d'efficacité pratique.

*

Le projet de loi n° 6675 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État autorise le SRE d'une part à accéder à certaines banques de données en vue de la collecte de données à caractère personnel et d'autre part à traiter les informations collectées dans le cadre de ses missions. Conformément aux exigences retenues par le législateur en matière de traitement des données à caractère personnel, l'article 10, paragraphe 1^{er} du projet de loi n° 6675 précitée prévoit que le traitement des données à caractère personnel collectées par le SRE est mis en œuvre par voie de règlement grand-ducal.

¹ Notamment page 36 du rapport de la Commission d'enquête.

² Rapport d'activité 2005-2006, autorité de contrôle «article 17», page 10.

Par conséquent, le présent projet de règlement grand-ducal a pour objet de fixer les modalités de ce traitement des données, les catégories de données collectées, les droits d'accès, la durée de conservation des données ainsi que les modalités d'archivage et de destruction.

*

L'objet premier du projet de règlement grand-ducal est de garantir, conformément aux dispositions de la loi du 2 août 2002, une protection adéquate des données à caractère personnel collectées par le SRE dans le cadre de ses missions, moyennant la transparence requise et un encadrement plus strict de toutes les étapes de la collecte et du traitement des données à caractère personnel.

Il y a lieu de rappeler que l'activité du SRE se développe exclusivement dans un esprit de prévention et d'anticipation. L'activité du SRE consiste à rechercher des indices concrets en relation avec une menace et suppose un long travail préparatoire basé sur la collecte, l'exploitation et l'évaluation des renseignements. Ces renseignements doivent pouvoir être conservés pendant la durée nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles ils sont collectés.

Le projet sous rubrique vise à concilier les impératifs de la sécurité nationale avec ceux de la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Plus précisément, le présent projet de règlement grand-ducal est dicté par les cinq considérations principales suivantes :

1. Respect du principe de nécessité.

Le projet de règlement grand-ducal énonce les données à caractère personnel qui peuvent être traitées par le SRE et pour lesquelles il existe un rapport direct avec la finalité initiale du traitement, à savoir la réalisation des missions confiées par le législateur au SRE. Ces données ne sont donc pas uniquement utiles mais elles sont strictement nécessaires pour la réalisation des missions du SRE telles que définies à l'article 3, paragraphe 1^{er} du projet de loi n° 6675 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État.

2. Respect du principe de proportionnalité.

Le projet de règlement grand-ducal précise l'envergure du traitement des données à caractère personnel en ce que la collecte des données sera strictement limitée aux besoins de la mission. Toute donnée collectée ne rentrant pas dans le champ de la mission accordée sera immédiatement détruite, de même que toute donnée dont le maintien se révélerait ne pas ou ne plus être justifié.

3. Conditions d'accès.

Le projet de règlement grand-ducal fixe les modalités en vue de la détermination des agents du SRE qui sont autorisés à enregistrer, à traiter et à modifier les données collectées.

4. Délais de conservation.

Se conformant aux exigences quant au délai de conservation définies à l'article 4, point d) de la loi du 2 août 2002 disposant que les « *données sont conservées [...] pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles sont collectées et traitées* », le présent projet de règlement grand-ducal définit les délais de conservation des données à caractère personnel, tant dans la partie active que dans la partie archives des fichiers du SRE.

5. Journalisation.

Finalement, une attention particulière a été portée à la journalisation des accès aux données à caractère personnel pour un meilleur suivi et contrôle des consultations ou des traitements effectués par les différents agents du SRE.

II. Texte du projet de règlement grand-ducal

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'article 10, paragraphe 1^{er} de la loi du jj.mm.aaaa portant réorganisation du Service de renseignement de l'Etat ;

Vu l'avis de la Commission nationale pour la protection des données ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de notre Premier Ministre, Ministre d'Etat et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Chapitre 1^{er} – Dispositions générales

Art. 1^{er}.

Le présent règlement a pour objet de fixer les modalités de traitement par le Service de renseignement de l'Etat de données à caractère personnel dans tous les fichiers de données à caractère personnel du Service de renseignement de l'Etat tels que définis à l'article 2 (h) de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (dénommés ci-après « les fichiers ») en exécution de ses missions telles que définies à l'article 3, paragraphe 1^{er} de la loi du jj.mm.aaaa portant réorganisation du Service de renseignement de l'Etat.

Art. 2.

Le directeur du Service de renseignement de l'Etat, en sa qualité de responsable du traitement des données au sens de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, est responsable du respect et du contrôle des modalités de traitement des données à caractère personnel au sein du Service de renseignement de l'Etat définies dans le présent règlement. Il peut déléguer, sous sa responsabilité, tout ou partie de ses obligations qui lui incombent en vertu du présent règlement au chargé de la protection des données visé à l'article 10, paragraphe 3, alinéa 2 de la loi du jj.mm.aaaa portant réorganisation du Service de renseignement de l'Etat.

Chapitre 2 – De la partie active

Art. 3.

Peuvent faire l'objet d'un traitement dans la partie active :

- a) toutes données à caractère personnel issues de l'accès aux banques de données et de la communication du bulletin N°2 du casier judiciaire prévus à l'article 10, paragraphe 2 de la loi précitée ;
- b) toutes données à caractère personnel collectées sur base des moyens et mesures de recherche autorisés en vertu du chapitre 2 de la loi précitée ;
- c) toutes données à caractère personnel visées à l'article 6, paragraphe 1^{er} de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel ;
- d) toutes données à caractère personnel collectées sur base de la coopération du Service de renseignement de l'État avec les instances nationales et internationales visées à l'article 6, paragraphe 1^{er} de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Art. 4.

(1) Les données à caractère personnel traitées dans la partie active sont maintenues dans les fichiers aussi longtemps qu'elles sont nécessaires à l'accomplissement des missions du Service de renseignement de l'État.

(2) Lorsque les données ne sont plus nécessaires à l'accomplissement des missions du Service de renseignement de l'État, elles sont effacées par les agents y autorisés.

Il sera procédé à un réexamen de la nécessité de conserver les données traitées au plus tard tous les dix ans. Le délai commence à courir à partir du premier enregistrement d'une donnée à caractère personnel concernant la personne visée en relation avec la finalité ayant donné lieu au traitement des données concernées.

(3) Par dérogation au paragraphe 2, les données à caractère personnel peuvent être transférées à la partie archives. Cet archivage est décidé par le responsable du traitement ou son délégué en application de l'article 2, sur rapport écrit et motivé de l'agent en charge du dossier.

Chapitre 3 – De la partie archives

Art. 5.

La partie archives est destinée à recueillir des données à caractère personnel qui ne sont plus utiles dans l'immédiat à la surveillance et au contrôle d'activités d'une personne telles que définies à l'article 3, paragraphe 1^{er} de la loi du jj.mm.aaaa portant réorganisation du Service de renseignement de l'État.

Art. 6.

(1) Les données à caractère personnel peuvent être conservées dans la partie archives pendant un délai de dix ans, renouvelable une fois sur décision du responsable du traitement ou de son délégué en application de l'article 2. Ce délai court à partir de la date de transfert des données à caractère personnel à la partie archives.

(2) Sur demande écrite de l'agent en charge du dossier, le responsable du traitement ou son délégué peut décider de retransférer des données à caractère personnel archivées vers la partie active dans le cadre d'une opération dont les éléments paraissent avoir un lien direct avec ces informations archivées.

(3) Sans préjudice de l'application des paragraphes 1 et 2, les données sont effacées automatiquement au plus tard après l'expiration du délai de dix ans.

Chapitre 4 – Des accès aux fichiers

Art. 7.

Le directeur du Service de renseignement de l'État décide de l'octroi, du refus ou du retrait des autorisations d'accès à la partie active des agents du Service de renseignement de l'État nommément désignés par lui en fonction de leurs attributions.

Art. 8.

(1) Sur demande écrite de l'agent en charge du dossier, le responsable du traitement ou son délégué peut délivrer une autorisation écrite d'accès ponctuel à la partie archives. L'agent du Service de renseignement de l'État autorisé à accéder à la partie archives est habilité à consulter uniquement le contenu visé dans l'autorisation précitée.

(2) Lors de chaque accès à la partie archives, les données de journalisation telles que définies à l'article 9 sont enregistrées et traitées selon la procédure y prévue. Le chargé de la protection des données veillera à conserver toute autorisation de consultation délivrée aux personnes visées au paragraphe 1^{er} pendant la durée de conservation des données de journalisation elles-mêmes.

Art. 9.

(1) Lors de chaque traitement de données à caractère personnel dans la partie active et dans la partie archives, les informations relatives à l'agent du Service de renseignement de l'État ayant

procédé au traitement, le motif de l'accès, ainsi que la date et l'heure du traitement doivent être enregistrés.

(2) Les données de journalisation sont à effacer après un délai de trois ans après leur premier enregistrement, sauf lorsqu'elles font l'objet d'une procédure de contrôle. Dans ce cas, elles peuvent être conservées au-delà du délai de trois ans jusqu'à la clôture définitive de cette procédure.

Chapitre 5 – Dispositions finales

Art. 10.

Le présent règlement entre en vigueur le premier jour du septième mois qui suit sa publication au Mémorial.

Art. 11.

Notre Premier ministre, ministre d'État, est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

III. Commentaire des articles

Ad article 1^{er}

Conformément à l'article 17 paragraphe 1^{er} de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (dénommée ci-après la « loi du 2 août 2002 ») et à l'article 10 paragraphe 1^{er} du projet de loi n° 6675 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État (dénommée ci-après la « loi SRE »), le traitement des informations collectées dans le cadre de la mission du Service de renseignement de l'État (dénommé ci-après le « SRE ») doit faire l'objet d'un règlement grand-ducal.

L'article 1^{er} précise l'objet du projet de règlement grand-ducal, à savoir la définition des modalités de traitement des données à caractère personnel dans tous les fichiers du SRE.

In concreto, les fichiers dont question ci-dessus visent *« tout ensemble structuré de données accessibles selon des critères déterminés, que cet ensemble soit centralisé, décentralisé ou réparti de manière fonctionnelle ou géographique »* tel que prévu à l'article 2 point h) de la loi du 2 août 2002.

Ad article 2

L'article 2 procède à la désignation du responsable du traitement.

Eu égard à la multitude des tâches qui incombent au responsable du traitement en exécution des articles 22 et 23 de la loi du 2 août 2002, ce paragraphe prévoit la possibilité de déléguer ces tâches au chargé de la protection des données prévu à l'article 10, paragraphe 3, alinéa 2 du projet de loi n° 6675 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État. Cette faculté de délégation ne modifie pas la responsabilité à assumer par le responsable du traitement lui-même pour les mesures prises par son délégué.

Ad article 3

Cet article dresse la liste des différentes données à caractère personnel pouvant être légitimement traitées par le SRE.

L'article 10, paragraphe 1^{er} autorise le SRE de procéder *« au traitement des données personnelles qui sont nécessaires à l'accomplissement de ses missions légales »*.

Conformément à l'article 2, point e) de la loi du 2 août 2002, le SRE est autorisé à collecter *« toute information de quelque nature qu'elle soit et indépendamment de son support, y compris le son et l'image, concernant une personne identifiée ou identifiable si peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments spécifiques, propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, culturelle sociale ou économique »*.

L'article 3 précise les différentes catégories de données à caractère personnel que le SRE peut collecter.

- a) Toutes données à caractère personnel issues de l'accès aux banques de données et de la communication du bulletin N°2 du casier judiciaire prévus à l'article 10, paragraphe 2 de la loi précitée.

Il s'agit des données à caractère personnel que le SRE est autorisé à accéder directement, par un système informatique, conformément à l'article 19, paragraphe 2 de la loi précitée, comme par exemple les données d'identification personnelle inscrites au registre national des personnes physiques créé par la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques ou les données inscrites au fichier des armes prohibées du ministre ayant la Justice dans ses attributions etc.

- b) Toutes données à caractère personnel collectées sur base des moyens et mesures de recherche autorisés en vertu du chapitre 2 de la loi précitée.

Les données à caractère personnel visées au point b) concernent les données collectées par le SRE conformément aux dispositions du chapitre 2 de la loi précitée. Plus précisément, il peut s'agir par exemple des données suivantes:

- les données obtenues grâce à des observations opérées dans des lieux publics (par exemple : plaque d'immatriculation, personnes de contact, adresse privée et professionnelle, photos etc.) ou les données en relation avec des événements, des objets, des groupements ou des personnes communiquées au SRE par le truchement de sources ou informateurs ;
- les données de localisation (GSM, GPS) ou les données relatives au trafic ;
- les données des dossiers passagers ou les données financières.

- c) Toutes données à caractère personnel collectées sur base de la coopération du SRE avec les instances nationales et internationales conformément à l'article 9 de la loi précitée.

Conformément à l'article 9 du projet de loi n° 6675 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État, le SRE obtient de la part des services de police grand-ducale et des administrations la communication de « *renseignements susceptibles d'avoir un rapport avec ses missions* ». De la même manière, le SRE échange avec les services de renseignement étrangers des données à caractère personnel conformément à la loi précitée.

- d) Toutes données à caractère personnel visées à l'article 6, paragraphe 1^{er} de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Il échet de rappeler que l'article 6, paragraphe 2, point h) de la loi du 2 août 2002 excepte le SRE de l'interdiction du traitement des données « *qui révèlent l'origine raciale ou ethnique, les*

opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques, l'appartenance syndicale, ainsi que les traitements de données relatives à la santé et à la vie sexuelle, y compris le traitement des données génétiques ».

Ad article 4

L'article 4 prévoit les principes de conservation et, par conséquent, les délais de conservation des données à caractère personnel dans la partie active des fichiers.

Le principe directeur inscrit à l'article 4 est régi par la règle absolue de l'effacement des données à caractère personnel dès qu'elles ne sont plus utiles pour l'accomplissement des missions du SRE. Cette règle est encore renforcée par un examen obligatoire ayant lieu au plus tard après dix ans à compter du premier enregistrement des renseignements concernant la personne visée en relation avec la finalité ayant donné lieu au traitement des données concernées.

Il importe de rappeler dans ce contexte la recommandation suivante de la Commission d'enquête sur le SRE dans son rapport du 5 juillet 2013 :

« Le traitement informatisé des informations collectées dans le cadre de ses attributions fait l'objet d'une instruction de service qui prévoit un délai de conservation de dix ans et à l'échéance duquel il sera procédé à une vérification du caractère pertinent de l'information conservée. Si tel devait être le cas, l'information sera conservée pour une nouvelle durée de dix ans. Il est proposé que l'projet de règlement grand-ducal (article 4, alinéa 1^{er}, 2^e phrase de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de renseignement de l'Etat) reprenne ce modus operandi³ ».

A l'issue dudit examen, trois options peuvent se présenter :

- Les données à caractère personnel continuent à être importantes pour l'accomplissement des missions du SRE : elles continuent à être traitées dans la partie active (paragraphe 2, alinéa 2) ;
- Les données à caractère personnel n'ont plus de raison d'être pour l'accomplissement des missions du SRE : elles sont effacées sans aucune possibilité de les repêcher (principe - paragraphe 2, alinéa 1^{er}) ;
- Les données à caractère personnel n'ont plus leur place dans la partie active, mais continuent à présenter un intérêt certain pour l'accomplissement des missions du SRE : elles peuvent, sous le strict respect de critères bien déterminés et sur décision dûment motivée, être archivées (exception – paragraphe 3).

³ Rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat du 5 juillet 2013, page 104.

Les délais de conservation ont été définis en conciliant l'impératif de la protection des intérêts fondamentaux de l'État et de la sécurité nationale avec la protection de la vie privée de la personne concernée, de sorte qu'ils n'excèdent pas la durée nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles les données sont collectées et traitées.

Ad article 5

L'article 5 énonce les hypothèses dans lesquelles l'archivage des données à caractère personnel collectées par le SRE est envisageable.

L'approche choisie permet de transférer, à un moment donné, les données à caractère personnel de la partie active pour laquelle les accès sont plus nombreux⁴, vers la partie archives où les accès sont plus restreints⁵, cela dans une logique de protection des droits des citoyens. Compte tenu de la nature des missions propres à un service de renseignement et des menaces contre lesquelles il entend protéger l'État, la recherche des indices permettant de conclure à une menace est un travail de patience qui s'étend sur une certaine période. Une donnée isolée et apparemment sans aucune utilité aujourd'hui peut constituer demain la pièce maîtresse en présence d'un nombre plus ou moins élevé d'indices qui ne développent leur sens que mis les uns en relation avec les autres.

Supprimer une donnée trop rapidement peut se révéler extrêmement dangereux et nuire à la sécurité de l'État. Cette approche d'archivage est donc nécessaire à la bonne exécution de la mission légale telle que définie à l'article 3, paragraphe 1^{er} de la loi SRE.

Elle est en outre conforme aux exigences de l'article 4 point d) de la loi du 2 août 2002 qui dispose que les données sont conservées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles ont été collectées.

Il se peut en outre que les données concernées présentent un intérêt manifeste pour des enquêtes futures ou dans le contexte d'une demande de renseignement d'un service partenaire au vu du fait que la personne en cause, qui s'est éloignée du territoire luxembourgeois, a attiré l'attention d'un service partenaire. Cette hypothèse se vérifie particulièrement mais non exclusivement dans le domaine de l'espionnage et de la prolifération. Ceci peut être le cas par exemple lorsqu'un service allié constate sur son territoire des activités d'une personne physique ou morale constituant une menace pour ses intérêts vitaux et que le SRE dispose de renseignements concrets sur cette même personne ou sur un groupe de personnes qui étaient actifs sur le territoire national luxembourgeois dans le passé.

Il est alors essentiel pour le SRE de pouvoir disposer de tels renseignements qui peuvent apporter une précision importante pour un service allié auquel le SRE est lié par un accord en vue d'une défense commune.

⁴ Les droits d'accès pour la partie active sont définis à l'article 7.

⁵ Les droits d'accès pour la partie archives sont définis à l'article 8.

Ad article 6

L'article 6 précise les suites qui pourront être réservées aux données à caractère personnel qui figurent dans la partie archives.

A la lumière des dispositions prévues pour la partie active à l'article 4, la destruction automatique des données à caractère personnel après l'expiration au plus tard du délai de 10 ans reste le principe alors que sa conservation ne constitue qu'une exception qui est entourée de conditions strictes.

Un délai de 10 ans est prévu au paragraphe 1^{er} suite à un premier archivage, qui, à titre de rappel, doit être en lui-même motivé.

Pendant la durée de l'archivage, les données peuvent être transférées à la partie active si les données dans la partie active dans le cadre d'une opération paraissent avoir un lien avec des données qui ont été préalablement archivées. Il est référé au commentaire de l'article 5 concernant des exemples concrets d'une possibilité de retransfert. Cependant, seule une décision du responsable du traitement ou de son délégué peut autoriser un tel transfert.

La prolongation de la durée d'archivage n'est possible que pour des raisons bien motivées, justifiant raisonnablement une prolongation du délai de sauvegarde. En l'absence d'un marquage des données archivées respectivement d'une réactivation des données, elles seront effacées automatiquement.

Ad article 7

L'article 7 confère au directeur du SRE le droit d'octroyer, de refuser ou de retirer une autorisation d'accès à la partie active des fichiers aux agents du SRE désignés à cette fin.

Les agents du SRE qui ne sont pas nommément désignés par le directeur n'ont aucun droit d'accès aux fichiers respectifs.

Ad article 8

L'article 8 régit les conditions et les modalités d'accès à la partie archives.

Conformément au paragraphe 1^{er} de l'article 8, les agents du SRE peuvent accéder à la partie archives de façon :

- limitée :
Les agents du SRE peuvent accéder à la partie archives seulement après autorisation ponctuelle du responsable du traitement ou de son délégué. En outre, ils ne peuvent accéder qu'aux seules données pour lesquelles ils ont formulé une demande motivée.
- contrôlée :

L'accès est garanti uniquement après autorisation préalable du responsable du traitement ou de son délégué, qui opère donc un contrôle de la demande d'accès et qui apprécie la motivation et la nécessité d'accès.

- sécurisée :

L'agent du SRE ne peut accéder qu'aux seules données visées par l'autorisation du responsable du traitement ou de son délégué.

Le paragraphe 2 régit la journalisation stricte de chaque consultation des données archivées au sens des règles prévues à l'article 9 du présent projet de règlement grand-ducal.

Ad article 9

Le paragraphe 1^{er} de l'article 9 précise les règles de journalisation applicables à chaque traitement de données à caractère personnel dans la partie active ou la partie archives. Il est entendu que cette journalisation concerne, en vertu de la définition du traitement par l'article 2 point r) de la loi du 2 août 2002, notamment la collecte de données, l'ajout de données supplémentaires, la modification de données, la suppression de données, mais également le simple accès aux données.

La journalisation du traitement des données fait partie des standards internationalement admis en matière de protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Elle est indispensable à une vérification précise et détaillée des dispositions relatives au traitement des données, alors qu'elle permet de retracer *a posteriori* les tenants et aboutissants relatifs à chaque consultation de données.

À cet effet, les données de journalisation ne peuvent être effacées qu'après l'écoulement d'un délai approprié défini au paragraphe 2.

Ad article 10

Cet article prévoit la date de publication du règlement.

Pour des raisons d'ordre pratique et de mise en œuvre des mesures définies au présent projet de règlement grand-ducal, il a été jugé plus réaliste de prévoir une entrée en vigueur différée du règlement.

Ad article 11

Le dernier article prévoit la formule exécutoire d'usage en la matière.